

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 05 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté de communes Côte d'émeraude

Mon Repos
35800 Dinard

Références : UD35/2026-03
Code AIOT : 0005515629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement Communauté de communes Côte d'émeraude implanté Mon Repos 35800 Dinard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de communes Côte d'émeraude
- Mon Repos 35800 Dinard
- Code AIOT : 0005515629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette déchetterie collecte des déchets tant dangereux que non dangereux. Un broyage de déchets verts y est régulièrement assuré.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Procédure	AP de Mise en Demeure du 21/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Plans	AP de Mise en Demeure du 21/03/2025, article 2
3	Plans	AP de Mise en Demeure du 21/03/2025, article 2
4	Rejets	AP de Mise en Demeure du 21/03/2025, article 2
5	Pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rencontré de grandes difficultés à trouver des entreprises intéressées par les différents lots de travaux constituant le chantier. De fait, les marchés de travaux ont été notifiés la semaine précédant la visite d'inspection. La première réunion de chantier est prévue durant la semaine suivant la visite d'inspection. Ils devraient durer entre 4 et 6 mois.

Par conséquent, le plan des réseaux présenté est celui envisagé et non la réalité.

De plus, les moyens nécessaires concernant la défense incendie méritent d'être connus précisément tant pour la durée des travaux qu'à termes.

Enfin, la rétention doit être déterminée pour la période des travaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, isolement du réseau de collecte ; moyens d'extinction ; alerte
Prescription contrôlée : Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Communauté de communes de la Côte d'émeraude (SIRET n°243 500 725 00102) , sise Bon Repos à DINARD (35800), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté : - les dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) qui dispose que « Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :[...] - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;[...] » ; Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats : Par courriel du 09/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des consignes d'exploitation. Celles-ci comportent : - en leur article 3, la procédure d'alerte accompagnée des numéros de téléphone des différents responsable, encadrant et agents ; - en leurs articles 4 et 7, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ; - en leur article 7, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie. Durant la visite, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'affichage de ces consignes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit afficher les consignes établies et tenues à jour dans les lieux fréquentés par le personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plans

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, équipements d'alerte
Prescription contrôlée : Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Communauté de communes de la Côte d'émeraude (SIRET n°243 500 725 00102) , sise Bon Repos à DINARD (35800), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse de respecter, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté : - les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) qui dispose que « L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement. » ; [...] Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats : Par courriel du 09/04/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan d'intervention. Celui-ci indique : - le positionnement des équipements d'alerte ; - le positionnement des équipements de secours ; leur type étant précisé ; - les dangers présents ; explicités au travers un tableau et une légende. Durant la visite, l'inspection des installations classées a constaté l'affichage du plan d'intervention dans les locaux administratifs, à l'entrée des locaux administratifs, à l'entrée du site et à l'entrée du local des agents de la déchetterie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plans

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, réseaux locaux
Prescription contrôlée : Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Communauté de communes de la Côte d'émeraude (SIRET n°243 500 725 00102) , sise Bon Repos à DINARD (35800), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse de respecter, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté : [...] - les dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) qui dispose que « Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. » ; [...] Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection des installations classées le plan établi pour le dossier de consultation des entreprises (DCE). Il a indiqué que ce plan était appelé à évoluer, à la marge, dans le cadre des travaux prévus entre janvier et mai 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, seuils
Prescription contrôlée : Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Communauté de communes de la Côte d'émeraude (SIRET n°243 500 725 00102) , sise Bon Repos à DINARD (35800), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse de respecter, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté : [...] - les dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) qui dispose que «[...] c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. » ; Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un tableau récapitulant les résultats d'analyses entre 2019 et 2024. Il apparaît que le franchissement de seuil de janvier 2024, considéré par l'exploitant comme analyse pour l'année 2023, était exceptionnel. En règle générale, les concentrations sont largement inférieures aux seuils maxima. En 2025, le prélèvement est prévu le 09 décembre, soit 9 mois après la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Lorsqu'un seuil est dépassé, l'exploitant doit en rechercher la cause puis réaliser une nouvelle analyse afin de s'assurer que le problème a été résolu. > Il est rappelé à l'exploitant qu'il se doit de respecter les échéances émises au sein d'un arrêté préfectoral de mise en demeure ; en effet, le non-respect de l'échéance de la MeD constituerait un délit et exposerait également à des sanctions administratives (amende, astreinte)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un rapport d'analyses dont le prélèvement avait été réalisé le 03/12/2024. En 2025, le prélèvement est prévu le 09 décembre. L'exploitant a exprimé à l'inspection des installations classées être dorénavant particulièrement vigilant quant au respect de la fréquence annuelle réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Les travaux prévus courant 2025 n'ayant pas été engagés à la date de visite de l'inspection des installations classées, le bassin devant être aménagé pour servir de réserve incendie complémentaire n'est pas réalisé. S'il existe bien une bouche incendie au niveau du rond-point central de la déchetterie, l'exploitant n'a pas été en capacité d'en indiquer le débit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit : - obtenir les caractéristiques (débit, pression) de la bouche incendie ; - déterminer si ces caractéristiques sont suffisantes au regard de la réglementation ; dans la négative, indiquer à l'inspection des installations classées les moyens supplémentaires nécessaires et mis en œuvre, en particulier, durant les travaux prévus en 2026 ; - déterminer le bassin de stockage appelé à recueillir et retenir les eaux d'extinction ; en particulier, durant les travaux prévus en 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois